

## Collaborer ou partir : l'ultimatum cruel lancé par Israël aux organisations humanitaires à Gaza

### Description

*Sous prétexte de réenregistrement, Israël cherche à contraindre toutes les ONG internationales à se conformer au modèle GHF, transformant ainsi l'aide humanitaire en un moyen de nettoyage ethnique.*

Par Lee Mordechai et Liat Kozma, 24 septembre 2025

En mars, le ministre israélien des Affaires de la diaspora et de la lutte contre l'antisémitisme a lancé un processus de réaccréditation de six mois pour toutes les organisations humanitaires opérant dans les territoires palestiniens occupés. Ce processus, dont la date limite a depuis été prolongée jusqu'à la fin de l'année civile, peut sembler banal, mais il représente en fait une menace existentielle pour les activités de nombreuses organisations humanitaires internationales, dont beaucoup ont vu depuis des décennies l'amélioration des conditions de vie des Palestiniens sous occupation israélienne.

Comme condition à l'inscription, Israël exige que ces organisations fournissent une liste de tous leurs employés, y compris les Palestiniens. Tout groupe jugé comme menant des activités de désobéissance civile contre Israël, ou employant une personne ayant publiquement appelé au boycott d'Israël au cours des sept dernières années, pourrait perdre son autorisation de travailler dans les territoires occupés. La réglemmentation implique que les travailleurs signalés par un comité interministériel doivent être rapidement licenciés afin que leurs organisations puissent continuer à fonctionner.

Les organisations humanitaires savent que fournir à Israël une liste de leurs employés palestiniens pourrait les exposer à une surveillance accrue, à des pressions et à des représailles, en particulier à Gaza. Mais refuser de le faire et choisir plutôt de protéger la vie privée et la sécurité de leurs employés compromettrait leur capacité à continuer de fournir des services essentiels aux Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Ce dilemme a aggravé les divisions existantes au sein de la communauté humanitaire et conformément à la politique de division pour mieux régner menée de longue date par Israël et a laissé les organisations humanitaires dans l'inquiétude quant à l'avenir de leur travail.

Alors qu'Israël semble préférer maintenir la présence de certaines organisations humanitaires à Gaza pour des raisons de légitimité internationale, l'objectif du processus de réenregistrement est d'expulser la majorité des groupes d'aide et de coopter ceux qui restent dans le cadre du Fonds humanitaire pour Gaza (GHF) qui, depuis mai, détient un quasi-monopole sur la distribution de l'aide dans la bande de Gaza, avec des conséquences extrêmement meurtrières. Ce faisant, Israël cherche à accélérer la dissolution du modèle d'aide humanitaire basé sur les besoins à Gaza, pour le remplacer par un modèle qui

[instrumentalise les flux d'aide](#) d'une manière qui s'aligne sur le programme plus large de nettoyage ethnique du gouvernement.

Sur le terrain, cette dynamique est très claire. Le fait qu'il y ait encore que quatre sites de distribution d'aide du GHF actifs à Gaza, et qu'aucun d'entre eux ne soit situé dans le nord de la bande de Gaza, où Israël procède actuellement à un déplacement forcé massif de la population, souligne leur fonction de vecteur d'ingénierie démographique. Dans le même ordre d'idées, alors qu'Israël a finalement accepté d'autoriser l'entrée d'un nombre limité de tentes à Gaza le mois dernier, celles-ci n'ont été autorisées à entrer que par le poste de contrôle sud de Kerem Shalom/Karem Abu Salem et étaient réservées uniquement à ceux qui avaient fui la ville de Gaza, dans le nord.



Des Palestiniens fuient vers le sud depuis la ville de Gaza au début d'une offensive terrestre israélienne, dans le centre de la bande de Gaza, le 18 septembre 2025. (Doaa Albaz/Activestills)

## Une guerre d'usure médiatique

Israël cherche depuis longtemps à restreindre les activités des organisations humanitaires internationales opérant dans les territoires occupés. Mais sa [croisade intensifiée](#) contre l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA) et son mandat de 75 ans visant à fournir une aide indispensable aux réfugiés palestiniens a marqué une escalade considérable. En janvier 2024, Israël a accusé le personnel de l'organisation d'avoir participé aux attaques du 7 octobre, ce qui a conduit plusieurs pays donateurs à suspendre leur soutien financier. Neuf mois plus tard, la Knesset a adopté une loi qualifiant l'UNRWA d'organisation terroriste et lui [interdisant tout contact](#) avec le gouvernement israélien, rendant ainsi son travail à Gaza et en Cisjordanie pratiquement impossible.

Grâce à cette nouvelle stratégie, Israël ne vise plus simplement à limiter les activités des groupes qui fournissent de l'aide, dénoncent les violations du droit international par Israël et refusent d'être cooptés, mais à les bannir, un objectif facilité par l'indifférence de la communauté internationale. Commentant par l'UNRWA et poursuivant avec d'autres agences des Nations unies et organisations non gouvernementales internationales (ONGI), Israël mène une campagne intense de désinformation visant à les présenter toutes comme inefficaces au mieux et complices du terrorisme au pire, à moins qu'elles ne se soumettent au programme GHF.

Dans cette guerre de communication, Israël dispose de deux avantages distincts. Premièrement, ses porte-parole officiels et informels disposent de [plus de ressources](#), d'une plus grande portée et de meilleures relations avec les médias internationaux que les porte-parole de l'ONU ou des ONGI, ce qui leur permet de diffuser leur message plus fort et dans plus de domaines que les organisations humanitaires, qui ont peu de défenseurs dans ces batailles. Deuxièmement, Israël peut attaquer et discréditer ses adversaires volontairement, tandis que les organisations humanitaires sont limitées dans leurs critiques à l'égard d'Israël, car elles restent dépendantes de son accord pour

travailler à Gaza et en Cisjordanie.

Ces tensions se sont intensifiées après qu'Israël a interdit toute aide à entrer à Gaza en mars 2025, et encore plus après l'introduction du mécanisme GHF en mai. Depuis lors, Israël tente de convaincre les ONG internationales pour qu'elles acceptent le GHF comme une organisation humanitaire partenaire légitime. Il en résulte, en substance, une guerre d'usure en matière de relations publiques. Israël pense pouvoir tenir plus longtemps que les ONG internationales et les intimider pour qu'elles acceptent le GHF, tandis que les organisations estiment que le mécanisme du GHF est une mesure temporaire qui finira par s'effondrer et conduira à la reprise de l'ancien système d'aide.



Des Palestiniens déplacent des colis alimentaires et des fournitures provenant d'un point de distribution d'aide humanitaire de GHF dans le corridor de Netzarim, dans le centre de la bande de Gaza, le 2 août 2025. (Ali Hassan/Flash90)

Sous couvert d'anonymat par crainte de représailles, plusieurs employés d'ONG internationales ont déclaré au magazine +972 qu'ils pensaient être en train de perdre la guerre d'image, malgré la très mauvaise presse dont fait l'objet le GHF. « Je crains que nous ne parvenions pas à contrer le nouveau discours du GHF », a expliqué l'un d'entre eux. « C'est comme si il n'y avait pas de faits concrets et que tout le monde se basait uniquement sur des opinions. »

Dans cette guerre de communication, le GHF cherche à trouver du soutien partout où il le peut. Il a par exemple [mis en avant](#) sa collaboration avec l'organisation américaine Samaritan's Purse, une organisation missionnaire controversée connue pour ses messages anti-musulmans. Le GHF est également [vanter](#) d'avoir le soutien de « 200 ONG et groupes confessionnels », sans toutefois en citer aucun.

Pendant ce temps, les organisations humanitaires qui enfreignent les règles tacites subissent de vives représailles. L'ONG Rahma était disposée à collaborer de manière limitée avec le GHF : après avoir obtenu les autorisations nécessaires pour acheminer 4 000 colis alimentaires à Gaza, qu'elle ne pouvait pas transporter elle-même, Rahma [a remis l'aide au GHF](#). Selon Rahma, au lieu de se contenter de distribuer l'aide comme convenu, le GHF a diffusé des photos le montrant en train de distribuer des colis portant le logo de Rahma, ce qui a renforcé la méfiance des autres ONG internationales qui considéraient que Rahma avait enfreint la ligne convenue. Rahma a protesté publiquement contre le GHF et, quelques semaines plus tard, Israël a [révoqué son autorisation](#) à mener des actions humanitaires.

Le retrait surprise de Rahma de la liste a envoyé un message aux autres ONG internationales sur ce qu'Israël leur permet ou ne leur permet pas de faire. D'autres représailles ont été dirigées contre des individus : peu après avoir [publiquement accusé](#) Israël de créer des « conditions propices à la mort » sur les sites d'aide à Gaza, le chef du Bureau de la coordination

---

des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) dans les territoires palestiniens occupés, Jonathan Whittall, [a découvert](#) qu'Israël ne renouvelerait pas son visa, le contraignant ainsi à quitter son poste.

## Isoler, éliminer, coopter

Après neuf mois d'entretiens avec des travailleurs humanitaires opérant à Gaza, il est clair que leur discours a considérablement changé. Si, au début, les travailleurs humanitaires hésitaient à reconnaître le traitement différencié appliqué par le COGAT à l'unité israélienne qui supervise la coordination logistique des missions humanitaires à Gaza, aujourd'hui, ce traitement est discuté ouvertement.

Certaines organisations continuent d'espérer que les relations personnelles qu'elles ont réussi à nouer avec des responsables israéliens au sein du COGAT ou ailleurs leur permettront de poursuivre leurs activités dans les territoires occupés. D'autres groupes considèrent que ces relations compromettent la neutralité de l'action humanitaire et créent un climat général de suspicion. Comme l'a fait remarquer un travailleur humanitaire, « d'après ce que nous entendons de la part de certaines de ces organisations, plus elles [deviennent] complices, plus elles obtiennent de faveurs ».

Israël maîtrise l'art d'éroder progressivement les normes humanitaires : il commence par une première étape qui suscite un certain tollé dans l'opinion publique, avant de lancer une offensive beaucoup plus large que même les voix critiques sont trop stupides pour remarquer. Israël avait [désigné](#) six organisations palestiniennes de défense des droits humains de premier plan comme organisations terroristes en 2021, sans susciter de réaction internationale notable. La guerre de Gaza a fourni un prétexte pour étendre cette offensive aux organisations humanitaires internationales.

« Ils lancent toujours des ballons d'essai, et nous avons donc eu des ballons d'essai de cette radiation », a déclaré à +972 un travailleur humanitaire qui a souhaité rester anonyme. « Ce qui s'est passé en octobre 2024 [lorsque Israël a [interdit à six ONG médicales](#) d'entrer à Gaza] en est un exemple. Ce qui se passe actuellement avec Rahma est un ballon plus gros, et je ne vois pas de tollé international.

Ce qu'ils ont fait à l'UNRWA, ils vont le faire à d'autres organisations : éliminer, radier, expulser les internationaux et refuser de se compromettre [c'est-à-dire garantir de ne pas cibler] des routes, des bureaux et des cliniques, les rendant ainsi indignes de protection », a poursuivi le travailleur humanitaire. « Ce qui m'inquiète particulièrement, c'est qu'ils n'ont pas commencé par des groupes plus petits, mais par l'UNRWA. Ce n'est pas un hasard ; c'est instructif, et cela va avoir un effet entraînant ailleurs. »

Les ONG internationales ont toujours la possibilité de faire appel devant les tribunaux israéliens si leur enregistrement est révoqué. Mais dans les circonstances actuelles, il est très improbable que la Cour suprême infirme une décision du ministre de la Diaspora.

Une personne interrogée estime qu'il est peu probable qu'Israël interdise un seul coup toutes les organisations humanitaires, mais qu'il les isolera et les éliminera plutôt une par une, »

lâ??abri des regards du public. Celles qui resteront, poursuit le travailleur humanitaire, seront intimidÃ©es pour quâ??elles acceptent un rÃ´le dans le cadre du programme GHF.

Ã« IsraÃ«l ne veut pas dâ??internationaux ici : câ??est lÃ que commence la politique Ã», a expliquÃ© un autre travailleur humanitaire. Ã« [Câ??Ã©tait dÃ©jÃ le cas] avant le 7 octobre, mais maintenant, ils ont trouvÃ© une occasion dâ??accÃ©lÃ©rer le mouvement. Ã? lâ??exception des journalistes palestiniens, les travailleurs humanitaires ont Ã©tÃ© les seuls Ã reporter et Ã surveiller les violations [sur le terrain] et Ã les dÃ©noncer. Nous avons mis Ã mal leur discours. Et IsraÃ«l ne veut plus de cela. Ã»

Cependant, le travailleur humanitaire a admis quâ??il avait de plus en plus le sentiment quâ??ils menaient un combat perdu dâ??avance. Ã« Parfois, jâ??ai lâ??impression que nous [les ONG internationales] devrions tous faire nos valises et partir. Nous ne sauvons pas des vies comme nous le devrions, nous ne protÃ©geons pas les Palestiniens comme nous nous y sommes engagÃ©s, et nous sommes trop silencieux. Nous sommes incapables de mettre en Ãuvre notre impÃ©ratif humanitaire. Nous avons dÃ©passÃ© nos limites. La seule faÃ§on pour nous dâ??opÃ©rer est dans ces camps mis en place par IsraÃ«l. Et en Cisjordanie, nous ne pouvons pas accÃ©der aux communautÃ©s les plus vulnÃ©rables.

Ã« Le dilemme est donc criant. Si nous ne pouvons pas agir en tant que force protectrice et respecter le programme de localisation auquel nous nous sommes engagÃ©s â?? autonomiser nos partenaires palestiniens, dÃ©fendre leurs intÃ©rÃ©ts et veiller Ã ce quâ??ils puissent diriger nos opÃ©rations â??, nous devrions simplement plier bagage et partir. Et si nous restons, nous devons agir avec courage et intÃ©gritÃ©, et ne pas nous contenter dâ??administrer lâ??aide dans des espaces de plus en plus restreints. Ã»

Ce dilemme pour les humanitaires a des rÃ©percussions bien au-delÃ de Gaza. Lorsque les puissants ignorent, contournent et enfreignent les rÃ©gles de lâ??ordre international, ils dÃ©mantÃ©nt tout un systÃ©me bÃ©ti sur les principes fondamentaux de lâ??ONU, les normes internationales Ã©tablies de longue date et le systÃ©me judiciaire international reprÃ©sentÃ© par la Cour pÃ©nale internationale et la Cour internationale de justice Ã La Haye. Comme lâ??a conclu lâ??une des personnes interrogÃ©es : Ã« Gaza est un fil : tirez dessus et vous dÃ©mÃ²lerez tous ces systÃ©mes. Ã»

*Une version de cet article a Ã©tÃ© publiÃ©e pour la premiÃ¨re fois en hÃ©breu sur Local Call. Vous pouvez la lire [ici](#).*

Lee Mordechai est maÃ®tre de confÃ©rences au dÃ©partement dâ??histoire de lâ??universitÃ© hÃ©braÃ©que.

Liat Kozma est professeure au dÃ©partement dâ??Ã©tudes islamiques et moyen-orientales, et titulaire de la chaire Harry Friedenwald dâ??histoire de la mÃ©decine Ã lâ??universitÃ© hÃ©braÃ©que.

Traduction en franÃ§ais : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

**date crÃ©Ã©e**

2025/09/26